

**MAIRIE
DE MONTREUIL SUR MAINE
49220**

DEPARTEMENT MAINE-ET-LOIRE

ARRONDISSEMENT DE SEGRE

Nombre de conseillers

en exercice : 15

Présents : 15

Votants : 15

Délibération n°11.12.2020-1

Date d'affichage : 23/12/2020

Date de réception en Préfecture :
23/12/2020

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt,

Le onze du mois de décembre, à vingt heures trente,

Le Conseil Municipal de la Commune de Montreuil sur Maine, dûment convoqué, s'est réuni à la salle des fêtes, sous la présidence de Mme Marie-Françoise BELLIER-POTTIER, Maire.

Date de convocation du Conseil Municipal : 7 décembre 2020

Étaient présents : Mme Marie-Françoise BELLIER-POTTIER, M. Vincent VIGNAIS, M. Vincent LEBRETON, Mme Gwénaëlle GUILLON, M. Xavier MASSERON, M. Éric DUMONT, M. Yannick BARNIQUEL, Mme Patricia NICOLAS, M. Stéphane ROUSSEAU, Mme Bénédicte TENÈZE, M. Frédéric HERBERT, M. Régis REILLON, Mme Florence GUILLOU, M. Ludovic CHESNEAU, Mme Audrey MAZELLA.

Secrétaire de séance : M. Éric DUMONT

**Objet de la délibération :
Approbation du Plan Local d'Urbanisme**

Le conseil municipal,

Vu le code de l'urbanisme ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 27/11/2015 prescrivant la révision d'un plan local d'urbanisme et définissant les modalités de la concertation ;

Vu le débat du Conseil municipal sur les orientations du PADD en date du 18/12/2018 ;

Vu la délibération en date du 14/11/2019 du Conseil municipal arrêtant le projet de plan local d'urbanisme et tirant le bilan de la concertation ;

Vu l'arrêté municipal n° 2020-39 en date du 31/07/2020 prescrivant l'enquête publique du plan local d'urbanisme ;

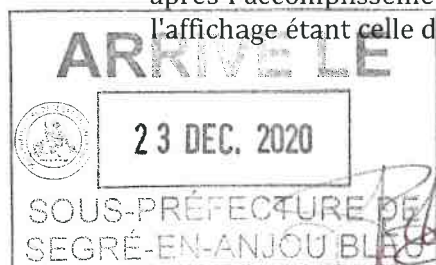
Considérant les conclusions du commissaire-enquêteur ;

Considérant que les résultats de ladite enquête publique justifient quelques modifications mineures du plan local d'urbanisme ;

Considérant que le plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être approuvé conformément à l'article L153-21 du code de l'urbanisme ;

Entendu l'exposé de Madame le maire, après en avoir délibéré ;

- Décide d'approuver le plan local d'urbanisme tel qu'il est annexé à la présente ;
- Dit que, conformément à l'article L153-22 du code de l'urbanisme, le plan local d'urbanisme approuvé est tenu à la disposition du public en mairie de Montreuil sur Maine.
- Dit que conformément à l'article R153-21 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et mention de cet affichage sera effectuée dans un journal du département
- Dit que la présente délibération sera exécutoire :
 - dès réception par le préfet ;
 - après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité, la date à prendre en compte pour l'affichage étant celle du premier jour où il est effectué.



Extrait certifié conforme au registre
Fait à Montreuil sur Maine, le 14 décembre 2020
Le Maire,
Marie-Françoise BELLIER-POTTIER

**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de conseillers

En exercice : 12

Présents : 09

L'an deux mille dix neuf

Le quatorze du mois de novembre, le Conseil municipal de la Commune de Montreuil Sur Maine dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Michel CHESNEAU, Maire

Date de convocation du Conseil municipal : 08/11/2019

Présents : Marie-Françoise BELLIER-POTTIER, Vincent VIGNAIS, Vincent LEBRETON, Laurence PASCO, Xavier MASSERON, Gwenaëlle GUILLON et Thierry DAILLER

Excusés : Noël RICHARD, Alexandra ORANGE, Janine SERVAN

Secrétaire de séance : Marie-Françoise BELLIER-POTTIER

OBJET : ARRÊT DE PROJET DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L153-14, L103-2 à L103-6 et R153-3;

Vu la délibération du conseil municipal en date du 27/11/2015, prescrivant la révision d'un plan local d'urbanisme, définissant les objectifs poursuivis et fixant les modalités de la concertation ;

Vu le débat sur les orientations générales du projet d'aménagement et de développement durables ayant eu lieu au sein du conseil municipal le 18/12/2018

Considérant que la commune a fait le choix d'intégrer le contenu moderniser du PLU en appliquant l'ensemble des articles R151-1 à R151-55 du Code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2016 ;

Vu les différentes pièces composant le projet de PLU ;

M. le Maire rappelle :

1- Les raisons qui ont conduit la commune à engager une procédure de révision du plan local d'urbanisme (PLU) par délibération en date du 27/11/2015

- Caducité programmée du POS en vigueur conformément aux dispositions de la loi pour l'Accès au Logement et un Urbanisme Rénové (ALUR)
- Mise en place du zonage communal
- Création de nouvelles zones à construire
- Inventaire des changements de destination
- Inventaire des dents creuses



2- Les termes du débat qui s'est tenu au sein du Conseil municipal sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) lors de la séance du 18/12/2018

- Maintenir le niveau de croissance démographique enregistré ces dernières années avec +1,8% par an
- Densifier l'enveloppe urbaine en se recentrant sur le bourg
- Encourager une politique économique pérennisant l'ossature locale par un tissu agricole fort et aussi un tissu industriel par l'extension de la zone de la Sablonnière sur Montreuil
- Encourager les initiatives permettant de renforcer les services de proximité
- Valoriser nos rivières sur le plan touristique, atouts indéniables pour notre commune avec les Vallées de la Mayenne et de l'Oudon
- Assurer des infrastructures suffisantes (école, salles, terrains de loisirs, ...) pour être terre d'accueil
- Développer les déplacements doux, à la fois dans l'enveloppe urbaine et dans la campagne montreuillaise, pour ainsi limiter les déplacements motorisés.
- Sécuriser au maximum la cohabitation véhicule-piéton
- Préserver les paysages, les ressources en eau, création de bassin de rétention, protéger les trames vertes et bleues
- Préserver le patrimoine local
- Favoriser l'accès aux moyens de communication numériques, avec un débit suffisant.

3- Les modalités selon lesquelles la concertation avec la population a été mise en œuvre:

- Réunions publiques le 26 avril 2018 et le 27 mars 2019
-

4- Cette concertation a révélé les points suivants :

- Urbanisation à 10 ans avec 15 maisons par hectare au rythme de 4 à 5 maisons par an
- Développement de la zone de La Sablonnière en lien avec Le Lion d'Angers et la Communauté de communes des Vallées du Haut Anjou

5- Les remarques : Aucune remarque particulière n'a été formulée lors de la concertation.

Après avoir entendu l'exposé du maire et en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents, le conseil municipal décide :

- 1 - de considérer comme favorable le **bilan de la concertation** présenté;
- 2 - d'**arrêter le projet de plan local d'urbanisme (PLU)** tel qu'il est annexé à la présente

délibération;

3 - de soumettre **pour avis** le projet de PLU :

- aux personnes publiques associées définies aux articles L132-7 et L132-9 du Code l'urbanisme,
- à la Mission Régionale de l'Autorité Environnementale,
- au président de la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF),
- aux communes limitrophes et aux établissements publics de coopération intercommunales qui ont demandé à être consultés sur ce projet.

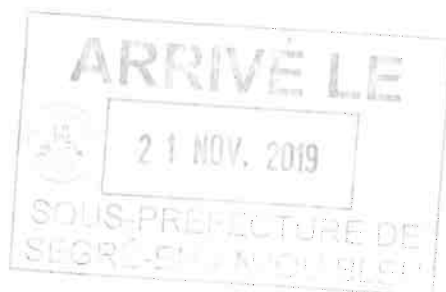
Conformément à l'article L153-19 du code de l'urbanisme, le dossier du projet de PLU tel qu'arrêté par le conseil municipal, est tenu à la disposition du public.

Conformément à l'article R153-3 du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie pendant un mois.

Fait et délibéré les jour, mois et an que sus-dits.

Certifié exécutoire
adressée
en Sous-Préfecture le 21/11/2019
Publié ou notifié le :

Le Maire,
Michel CHESNEAU



**EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS
DU CONSEIL MUNICIPAL**

Nombre de conseillers

en exercice : 14

Présents 13

L'an deux mille quinze

Le vingt sept du mois de novembre le Conseil Municipal de la Commune de Montreuil Sur Maine dûment convoqué, s'est réuni en session ordinaire à la mairie, sous la présidence de Monsieur Michel CHESNEAU, Maire

Date de convocation du Conseil Municipal : 20/11/2015

Présents : Marie-Françoise BELLIER-POTTIER, Jérôme GOISLARD, Vincent VIGNAIS, Vincent LEBRETON, Laurence PASCO, Noël RICHARD, Thierry DAILLER, Olivier FOURRIER, Janine SERVAN, Gwenaëlle GUILLON, Xavier MASSERON et Alexandra ORANGE

Absente Excusée : Vanesa LOPEZ

Secrétaire de séance : Marie-Françoise BELLIER-POTTIER

OBJET : REVISION DU PLAN LOCAL D'URBANISME

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment ses articles L.123-13 et L.300-2 ;

Vu la délibération du Conseil municipal en date du 14 décembre 2001 ayant approuvé le Plan d'Occupation des Sols ;

Monsieur le Maire présente les raisons de la mise en révision du POS.

La commune de Montreuil sur Maine est actuellement dotée d'un Plan d'Occupation des Sols (POS) approuvé en date du 14/12/2001.

Ce document a depuis fait l'objet de 4 modifications et d'une révision simplifiée.

La loi pour l'accès au Logement et à un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014 prévoit la caducité des POS au 31 décembre 2015, en l'absence pour ces documents d'avoir été transformés en Plan Local d'Urbanisme avant cette date.

Cette caducité entraînerait automatiquement l'application du Règlement National d'Urbanisme (RNU). Toutefois, la loi ALUR prévoit que si une révision du POS est engagée avant le 31 décembre 2015, ce document reste en vigueur jusqu'au terme de cette révision, pendant une durée maximale de 3 ans à compter de la publication de la loi, soit jusqu'au 27 mars 2017.

Au vu de cette disposition, il est nécessaire que la commune engage la révision du POS afin d'être couverte par un PLU avant que ne survienne la caducité du POS.

Après avoir entendu l'exposé du Maire et en avoir délibéré, le Conseil municipal décide :

1 - de prescrire un PLU ;

2 - que cette révision a pour objectifs de :

- prendre en compte les évolutions législatives et réglementaires intervenues en matière d'urbanisme, tel que la loi Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 (dite Grenelle n° 2), la loi pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové du 24 mars 2014 et la loi d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13 octobre 2014 ;

- rendre le POS compatible avec le Schéma de Cohérence Territorial de l'Anjou Bleu Segréen approuvé le 17 avril 2013 ;

transmis le 18/12/2015 à M. Deffieux

- prendre en compte les objectifs du SDAGE Loire Bretagne et des SAGE Oudon et Mayenne ;
 - réfléchir aux zones à urbaniser en adéquation avec les thèmes précédemment cités : ZAC, ;
 - préserver et valoriser les outils de production agricole ;
 - sécuriser et mettre en valeur les entrées de bourg ;
 - valoriser les déplacements de proximité, créer des liaisons douces vers les équipements ;
 - protéger un réseau de haies structurant sur la commune ;
 - favoriser le tourisme ;
- 3 - que la révision porte sur l'intégralité du territoire de la commune, conformément à l'article L.123-13 du Code de l'urbanisme ;
- 4 - que la concertation sera mise en œuvre selon les modalités suivantes :
- deux réunions publiques avec la population ;
 - exposition en Mairie avec la permanence d'un élu pour permettre des échanges sur le projet avec la population ;
 - tenir un registre destiné à recevoir les observations de toute personne intéressée et mis à disposition du public tout au long de la procédure, consultable en Mairie aux heures et jours habituels d'ouverture ;
 - information dans le bulletin municipal ;
 - information sur le site internet opérationnel courant 2016
 - création d'un groupe d'élus pour travailler sur le projet, la population sera associée aux travaux préparatoires ;
- 5a - de demander, conformément à l'article L.121-7 du Code de l'urbanisme, que les services de la Direction Départementale des Territoires soient mis à la disposition de la commune pour assurer la conduite de l'élaboration du PLU ;
- 5b - de consulter trois cabinets d'urbanisme afin de réaliser les études nécessaires pour la révision du PLU et permettre d'avoir un comparatif entre les trois cabinets ;
- 5c - de donner délégation au Maire pour signer tout contrat, avenant ou convention de prestations ou de services concernant la révision du PLU ;
- 6 - de solliciter de l'État, conformément à l'article L. 121-7 du Code de l'urbanisme, qu'une dotation soit allouée à la commune pour couvrir les dépenses nécessaires à la révision du PLU ;
- 7 - que les crédits destinés au financement des dépenses afférentes à la révision du PLU seront inscrits aux budgets de l'exercice 2016 et 2017 ;

Conformément à l'article L.123-6 du Code de l'urbanisme, la présente délibération sera transmise et notifiée :

- au Préfet
- aux Présidents de la Chambre de Commerce et d'Industrie, de la Chambre des Métiers et de la Chambre d'Agriculture
- au Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière de PLH dont la commune est membre ;
- au Président de l'Établissement Public de Coopération Intercommunale compétent en matière de SCOT ;
- aux Présidents du Conseil régional et départemental ;

Conformément à l'article R.123-25 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en Mairie durant un délai d'un mois et d'une mention dans un journal diffusé dans le Département.

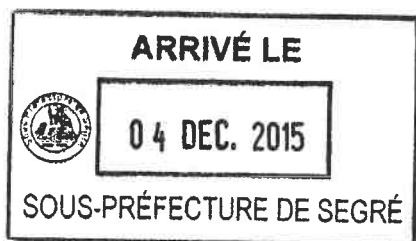
Pour extrait conforme au registre des délibérations du Conseil municipal.

Fait et délibéré les jour, mois et an que sus-dits.

Certifié exécutoire adressée

en Sous-Préfecture le : 04/12/2015

Publié ou notifié le : 04/12/2015



Le Maire,
M. CHESNEAU

